

Le dernier **K** Centenaire de l'accord Sykes-Picot — 1^{ère} partie Claudius Weise

Les problèmes politiques du Proche-Orient sont marqués jusqu'à nos jours par une entente qui fut conclue le 16 mai 1916, entre la Grande-Bretagne et la France et qui était censée réorganiser cette région. Dénommée par les noms des deux protagonistes de la négociation Mark Sykes et François Georges-Picot, elle réduisit à néant les espoirs d'un empire arabe indépendant et créa, au lieu de celui-ci, une formation étatique qui était exclusivement orientée sur les intérêts des puissances victorieuses.

Le 16 décembre 1915, un colonel d'infanterie de 36 ans, Sir Tatton Benvenuto Mark Sykes, 6^{ème} baronnet du nom, se rendit au 10 *Downing Street* de Londres pour tenir une conférence au cabinet britannique. Sykes avait auparavant siégé, comme représentant personnel du ministre de la guerre Herbert Kitchener, dans un comité de sept membres, qui devait développer des idées pour la politique à venir de la Grande Bretagne au Proche Orient¹. Ç'avait été le plus jeune membre de ce comité et en même temps, le seul et unique qui connut le Moyen-Orient d'expérience. Sous sa participation compétente, la proposition avait été élaborée de diviser l'Empire Ottoman en une fédération de cinq unités, plus ou moins autonomes : « Syrie », « Palestine », « Arménie », « Anatolie » et « Jazirah-Irak² ». En conséquence Sykes s'était rendu, par l'Égypte et le Golfe persique, jusqu'en Inde, pour discuter les idées du comité avec des fonctionnaires et militaires de l'endroit. À présent — tout juste rentré — il venait présenter comment les intérêts britanniques pouvaient être mis en accord avec ceux du partenaire français de l'Alliance. Sykes proposa que l'on dût laisser à la France une vaste région, en tant que zone d'influence, qui correspond aujourd'hui quelque peu au nord d'Israël, au Liban, à la Syrie ainsi qu'au nord de l'Irak. À la question posée par Arthur Balfour, alors premier *Lord* de l'amirauté, du comment il se représentait exactement le domaine d'influence britannique, Sykes montra la carte étalée devant eux [voir l'original, à la fin du texte, *ndt*] et déclara : « Je tracerais volontiers une ligne allant du « e » de [Saint-Jean d']Acre au « dernier k » de Kirkuk.³ »

Abrégé historique

Avec cela la Grande Bretagne abandonnait donc à son allié cette région située entre la côte méditerranéenne orientale et la Mésopotamie qui était désignée comme « Syrie » depuis l'Antiquité. Il est vraisemblable que les Grecs antiques caractérisaient comme « Syrien » le peuple des Assyriens dont le royaume s'étendit jusque là, par intervalles⁴. Après son déclin, la Syrie devint une partie de l'empire perse, mais semble avoir eu, dans la conscience des Grecs, une importance particulière, car Hérodote mentionne comme une des causes du conflit entre Perses et Grecs, l'enlèvement mythique de la princesse phénicienne Europa de la ville de Tyr au Liban actuel — alors qu'il utilise pour la première fois comme concept géographique le terme « Europe » pour notre continent⁵. Conquise par Alexandre

¹ Le comité dénommé de Bunsen, du nom de Sir Maurice de Bunsen qui la dirigeait, fut mis en place le 8 avril 1915 et présenta son rapport le 30 juin 1915. http://en.wikipedia.org/De_Bunsen_Committee

² David Fromkin : *A Peace to End all Peace: The Fall of the Ottoman Empire and the Creation of the Modern Middle East*, New York 2009, p.148. À cela correspondent aujourd'hui à peu près les états Syrie, Liban (Syrie), Irak (« Jazirah-Irak »), Turquie (« Anatolie et Arménie »), ainsi qu'Israël, Palestine et Jordanie (« Palestine »).

³ En anglais dans l'original : « *I should like to draw a line from the "e" in Acre to the last "k" in Kirkuk.* » Voir James Barr : *A line in the Sand — Britain France and the Struggle that Shaped the Middle East*, Londres 2012, p.12.

⁴ Voir Strabon : *Geographika*, Livre XVI, chapitre I, paragraphe 2. Il définit la Syrie à très grands traits comme suit : « La Syrie est délimitée vers le nord par La Cilicie [aujourd'hui au sud-ouest de la Turquie] et Amanus (monts Amanos) ; vers l'est par l'Euphrate et les Bédouins arabes qui se trouvent de ce côté de l'Euphrate, vers le sud par l'Arabie heureuse [Yemen], vers l'ouest par la mer d'Égypte et celle de Syrie jusqu'à Issos. » (à l'endroit cité précédemment, Livre XVI, Chapitre II, paragraphe 1).

⁵ Voir Hérodote : « Histoire », Chapitre 1, Chapitre 2. L'histoire que Zeus l'ait enlevée ne se trouve que dans les poésies hellènes et romaines.

le Grand, la Syrie devint, après la mort de celui-ci, une partie de l'empire Séleucide. La culture hellène y a laissé de nombreuses traces, avant tout par les fondations de villes comme Antioche (aujourd'hui la turque Antakya). Entre 174 et 168 av. J.-C., les Ptolémée pareillement hellènes — qui dominaient l'Égypte — tentèrent en vain durant « six « guerres syriennes » de disputer aux Séleucides leur possession en Méditerranée.

Dans le dernier siècle av. J.-C., l'empire séleucide se brisa et sa partie occidentale tomba en tant que province « *Syria* » sous la coupe de l'empire romain⁶. Comme le rapporte l'Évangile de Luc, la Syrie était gouvernée par un « gouverneur de province » (en vérité proconsul). La province passait pour se trouver dans une grande aisance et sa capitale Antioche — qui se trouvait sur la route de la soie — était l'une des plus grandes et superbes villes de tout l'empire. Plus tard, elle devint un centre important du Christianisme primitif. En vertu des Actes des Apôtres, les disciples de Jésus y furent caractérisés pour la première fois comme des Chrétiens (**Ac. 11**, 26) et des cinq patriarchats originels de l'Église antique, l'un se trouvait à Antioche⁷. (Damas, de loin la plus ancienne ville, joua un rôle moins proéminent dans l'Antiquité, parce qu'elle fut sans cesse menacée et parfois même occupée par un peuple nomade, les Nabatéens). Ce n'est qu'avec la conquête islamique, autour de 636 ap. J.-C., que cessa cette appartenance presque millénaire au cercle culturel occidental.

La domination islamique ne dura qu'à peu près la moitié de ce laps de temps. À l'occasion Damas y acquit très tôt une importance particulière, car le gouverneur local, Muawiya ibn Abu Suyfan, parvint à éteindre politiquement la lignée du prophète — les Hachémites et à s'emparer du califat pour lui en 661. La famille de Muawiya appartenait aux opposants les plus proéminents du prophète Muhammad avant qu'elle se convertisse à l'Islam en 630. Au moment où son gendre Ali ibn Abi Talib fut élu en 656 quatrième calife (*chalifa* = représentant) la veuve de Muhammad, Aïcha, ainsi que Muawiya ne le reconnurent pas. Inversement, après la mort d'Ali, Muawiya, ne fut pas légalement considéré comme calife par les Chiites (*chiat Ali* = parti d'Ali). Mais aussi selon une conception sunnite, les quatre premiers califes seulement passent pour « dirigés de droit » — ce qui dépend aussi avec cela du fait que Muawiya métamorphosa le califat d'une sorte de royauté d'élection en une monarchie héréditaire et changea son titre de « représentant de l'envoyé de Dieu » en « représentant de Dieu ». Nous reviendrons plus tard sur le personnage contradictoire de Muawiya⁸. Il reste tout d'abord à retenir qu'il modifia la signification originelle du califat, consolida la scission de l'Islam en Sunnites et Chiites et déplaça le centre de pouvoir de l'islam de La Mecque vers Damas — et donc avec cela en Syrie. Au moment où, en 750, les Umayyades furent renversés par les Abbassides⁹ hachémites, ceux-ci fondèrent en Mésopotamie une nouvelle capitale du nom de Bagdad. Sous les Abbassides — comme Haroun al-Rachid, très connu à partir des *Mille et une nuits* — la culture islamique connut son plus haut épanouissement. Il est vrai que dès le 9^{ème} siècle, le pouvoir des Abbassides commença à faiblir ce par quoi la Syrie souffrit dès lors d'une destinée changeante sous diverses familles de dominateurs, le plus souvent d'origine turque, dont le succès de la première croisade (1096-99) encouragea encore considérablement les conflits entre elles. Les croisés fondèrent en Syrie et Palestine plusieurs états chrétiens : le royaume de Jérusalem, les comtés de Tripoli et d'Édesse, ainsi que la principauté d'Antioche. Celle-ci, une formation édiflée sur des bases étroites et compromises, se maintint (jusqu'à l'éphémère comté d'Édesse) presque deux siècles [1098-1268, soit 170 ans en fait, *ndt*], enfin en 1291, la ville côtière de Saint-Jean d'Acre tomba. Avec cela débuta une autre époque de domination islamique — quoique non arabe —, tout d'abord sous le Kurde Ayyub [Saladin (Salāh al-Din) *ndt*], ensuite sous les Mamelouks égyptiens et enfin sous les Turcs ottomans. Ces derniers reprirent en 1517 le titre de calife,

⁶ Un temps bref exista aussi une province « *Mesopotamia* ».

⁷ Ceux-ci étaient, outre Antioche, Rome, Alexandrie, Constantinople et Jérusalem.

⁸ Voir à ce sujet la conférence du 16 mars 1924 dans Rudolf Steiner : *Considérations ésotériques sur le Karma* Premier tome (**GA 235**) Dornach 1994, pp.179 et suiv.

⁹ Les Abbassides descendent de l'oncle de Muhammad al-Abbas ibn al-Muttalib. Aujourd'hui leurs descendants vivent de manière prépondérante dans les régions autonomes palestiniennes.

qui avait été porté jusque là par les Abbassides, titre politiquement et pleinement destitué en 1258 avant de fuir en Égypte. Dans l'empire ottoman, la Syrie forma une province indépendante — comme déjà auparavant sous les Romains — laquelle, au cours du 19^{ème} siècle, fut partagée en quatre unités provinciales plus petites (Vilayets), dont les capitales étaient Damas, Beyrouth, Alep, et Deir ez-Zor, cette dernière située sur l'Euphrate. Dans le même temps la Syrie, et en particulier, la bande côtière devant les montagnes du Liban, tomba à vue d'œil sous l'influence française. Vers 1830, la France commença par l'institution d'écoles propres aux Chrétiens libanais [Maronites, *ndt*] et en 1860, suite à un pogrom anti-chrétien, elle obtint de force une autonomie limitée pour le Liban qui devait désormais être administré par un gouverneur chrétien, avec l'accord des grandes puissances européennes. Le *Comité de l'Asie française*, fondé en 1901, affirma finalement que la France avait un « droit naturel » sur la Syrie et la Palestine, parce que les monarches des états des croisades avaient été, de manière prépondérante, d'origine française¹⁰. Leurs alliés britanniques arrachèrent aux Français la promesse de n'élever plus aucune revendication personnelle sur la Syrie — ce qui ne leur coûtait pas beaucoup étant donné qu'ils étaient traditionnellement intéressés au maintien de l'empire ottoman. Mais lorsque les Ottomans, il est vrai, entrèrent au côté des puissances centrales dans la première Guerre mondiale, les Britanniques se virent forcer d'inverser leur politique menée jusque là.

« Great Game » [grand jeu] et guerre sainte

Le soutien aux Ottomans avait été, dès le commencement du 19^{ème} siècle, une part de ce qu'on appelait le « *Great Game* », dont l'objectif consistait à protéger l'Inde — joyau de la couronne de l'empire colonial britannique — de la Russie. En faisait également partie Constantinople et avec elle, le contrôle du trafic maritime entre la Méditerranée et la Mer noire, qui ne devait point tomber aux mains de la Russie. En conséquence, l'Afghanistan, la Perse et l'empire ottoman devaient être maintenus. Au début du 20^{ème} siècle, un certain changement intervint sur ces entrefaites au moment où les Britanniques en vinrent à se mettre d'accord tout d'abord avec la France et ensuite — comme une conséquence logique — avec l'alliée la plus proche de celle-ci, à savoir la Russie [d'autant plus que l'empire allemand [« extirpateur de l'esprit allemand », disait Nietzsche] inquiétait depuis la défaite de 1870, la perte de l'Alsace-Lorraine et la proclamation fondatrice provocatrice de cet empire qui avait maladroitement eu lieu dans la galerie des glaces du château de Versailles. Tout cela poussait la France à se rapprocher de la Russie afin de placer l'empire allemand sous deux fronts en cas de conflit *ndt*]. En août 1907, la Grande-Bretagne et la Russie délimitèrent leurs sphères d'intérêts réciproques concernant le Tibet, l'Afghanistan, la Perse, ce par quoi le « grand jeu » semblait prendre paisiblement fin. Le premier ministre Herbert Henry Asquith et le ministre des affaires étrangères Edward Grey [celui-là même qui, en laissant subsister un doute sur la réponse anglaise à la question d'une réaction éventuelle de la part du gouvernement anglais suite à la possibilité autorisée à l'état major allemand de traverser la Belgique sans passer par la côte, mais par les Ardennes, provoqua — suite à la violation évidente de la neutralité belge de la part de l'empire allemand — l'entrée en guerre des Britanniques, élargissant ainsi un conflit que ceux-ci pensaient au début pouvoir « strictement limiter » à l'empire allemand et la France voir *Les Somnambules* de Christopher Clark. Flammarion, Paris 2013. *ndt*] ne virent, par conséquent, au commencement de la guerre plus aucune occasion de s'opposer aux plans d'expansion russes au Proche Orient. Ils étaient même prêts à laisser aux Russes de larges régions de la Turquie, y compris même Constantinople¹¹.

Le ministre de la guerre, Kitchener, qui avait été vice-roi d'Égypte et du Soudan jusqu'au début de la guerre, suivit cette évolution avec grand soin. Comme de nombreux autres fonctionnaires et officiers de l'empire colonial britannique, il considérait la Russie (et au fond aussi la France) comme un ennemi de toujours. Par dessus le marché, il avait fait une rencontre impressionnante avec le potentiel politique de

¹⁰ Voir Barr, p.16 et Fromkin, pp.109 et suiv. Un certain désir du penser joua un rôle considérable dans ces revendications. « Notre langue est aussi largement répandue en Syrie que l'arabe », disait le sénateur Étienne Flandin en mai 1915 : « Les Syriens sont habitués à voir en nous leurs protecteurs et leurs maîtres d'école. Notre drapeau a toujours été pour eux un symbole d'espoir et de délivrance. » Voir Christopher M. Andrew : *Le Climax of French Imperial Expansion*, Stanford 1982, p.75.

¹¹ L'accord correspondant sur Constantinople et les détroits « fut conclu au printemps 1915. Voir Fromkin, pp.137 et suiv.

l'Islam, au moment où il réprima la révolte de Mahdi [dans l'Islam Mahdi est envoyé d'Allah, *ndt*]. À la tête de ce soulèvement se trouvait en effet un prédicateur Muhammad Ahmad ibn Abdallah, qui proclama le djihad en vue de l'instauration d'un empire islamique, à l'exemple des quatre califats dirigés de droit. La révolte d'Ahman se développa avec un tel succès que la conception de la théologie islamique, selon laquelle le « Mahdi » devait venir à la fin des temps, connut subitement une vaste diffusion¹². Même après la mort d'Ahmad, en 1885, le « Califat d'Omdurman », institué par ses adeptes, fut encore capable d'abord de se maintenir jusqu'à ce que Kitchener parvint enfin à reconquérir la ville, à l'issue d'une campagne militaire de plusieurs années, de 1896-99. Dès lors, Kitchener en fut marqué et poursuivit par le cauchemar d'une guerre sainte contre l'empire colonial anglais.

Étant donné que désormais les sultans ottomans revendiquaient pour eux le titre de calife depuis plusieurs siècles, l'idée apparût extrêmement dangereuse à Kitchener que Constantinople et avec elle, le califat, pussent être contrôlés par la Russie. Car il croyait que l'Islam pût être contrôlé, pour ainsi dire de manière centralisatrice, par le personnage du calife, à l'occasion de quoi il se représentait celui-ci comme une sorte de « pape », à savoir comme un guide spirituel sans pouvoir terrestre. C'est pourquoi Kitchener développa un plan pour produire un candidat arabe concurrent mais placé sous l'influence britannique pour le califat. Les candidats naturels pour cela étaient les Hachémites et donc cette famille de souverains, qui avaient été autrefois destituée par Muawuya et dont la branche abbasside avait porté, presque huit cents ans durant, le titre de calife. Le supérieur des Hachémites d'alors, Hussein ibn Ali, administrait les Lieux saints de l'Islam, en tant que chérif de La Mecque, à la charge de l'empire ottoman et il avait déjà établi des liens avec Kitchener avant la guerre, pour lui faire savoir qu'il s'affranchirait volontiers du joug de la tutelle supérieure turque. Il faut dire qu'à ce moment-là, Kitchener ne voyait encore aucune raison de le soutenir en cela¹³.

La carte arabe

Le 24 septembre 1914, Kitchener, en accord avec Grey, adressa un télégramme au Caire avec la mission de consulter le chérif pour savoir s'il était prêt à entrer en guerre au côté des Britanniques. La réponse fut prudente mais encourageante. Kitchener ajouta, en novembre, que la Grande-Bretagne était prête à garantir l'indépendance de l'Arabie (à savoir la péninsule arabique). En outre, on saluerait très favorablement l'instauration d'un califat hachémite. Portant Hussein, âgé de 60 ans, hésitait¹⁴. Ce n'est qu'à partir de janvier 1915, ayant découvert que les Ottomans voulaient le déposer, qu'il envoya son fils Faysal, en mars, à Damas et Constantinople, afin de sonder la situation. Tandis que Faysal assurait à Constantinople la loyauté durable de sa famille au gouvernement ottoman, il rencontra secrètement, à Damas, des représentants du mouvement nationaliste souterrain en Syrie et Mésopotamie. Ceux-ci lui remirent ce qu'on a appelé le « protocole de Damas », dans lequel les conditions étaient stipulées sous lesquelles un soulèvement hachémite serait prêt. On y exigeait un empire arabe hachémite indépendant qui devait englober la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine. En échange du soutien de la Grande-Bretagne, les conjurateurs offraient des privilèges économiques et une alliance de défense¹⁵.

¹² Selon la conception générale, le « Mahdi » (= dirigé par le droit) est un successeur de Muhammad et maître du monde, dont l'apparition précède le Jugement dernier et la résurrection de toute chair. Durant les 7 ans de son règne il restaurera un vrai Islam et écartera toute injustice dans le monde. Ensuite apparaîtra le Daddchal, une figure comparable à l'antéchrist, sur ce, Jésus descendra alors du Ciel et tuera ce dernier (seul ou bien avec l'aide de Mahdi). <http://de.wikipedia.org/wiki/Mahdi>. Selon un étude du « *Pew Research Center* » de l'année 2012, 40% des Égyptiens, 68% des Turcs et 83% des Afghans croient à un retour de Mahdi dans le cours de leur vie. <http://www.pewforum.org/2012/08/09/the-worlds-muslims-unity-and-diversity-3-articles-of-faith/>

¹³ Voir Fromkin, pp.96 et suiv.

¹⁴ Voir les présentations en partie vraiment différentes de Fromkin, aux pp.100 et suiv. et 182 et suiv., ainsi que chez Scott Anderson : *Laurence in Arabia : War, Deceit, Imperial Folly and the Making of the Modern Middle East*, Londres 2014, pp.115 et suiv.

¹⁵ Voir Anderson, p.122 et Fromkin, p.174.

Sur cette base, Faysal rédigea, en juillet 1915, une lettre à l'attention du successeur de Kitchener en Égypte, le haut-commissaire Henry McMahon. Celui-ci répondit poliment, mais en donnant une réponse évasive, car il ne prit pas totalement au sérieux l'orgueil directement manifesté du chérif. Cela changea brusquement au moment où, en août, un membre de ce mouvement arabe souterrain — avec lequel Faysal avait pris contact — au moyen de ses présentations quelque peu exagérées, transmit aux Britanniques l'impression que le chérif entrerait dans la guerre au côté des Ottomans, si la Grande-Bretagne ne venait pas au devant de ses désirs¹⁶. Sur les instances de Kitchener, Grey donna par conséquent l'instruction à McMahon, le 20 octobre, d'entrer prudemment dans les exigences de Hussein, mais de rester aussi vague que possible quant au rapport avec la Syrie, pour ne pas heurter les revendications françaises. Mc Mahon fit comme promis et délivra, dans la correspondance suivante, qui s'étala jusque mars 1916, un chef-d'œuvre d'ambiguïté diplomatique. Il est vrai que maintes subtilités disparurent au travers de la traduction, de sorte que pour le Chérif, les réserves britanniques n'étaient pas complètement évidentes¹⁷. Grey offrit encore aux Français, le 21 octobre, de négocier sur leurs revendications en Syrie.

Superficialité et chauvinisme

La tâche urgente, pour amener un équilibre entre les intérêts Britanniques et Français au Proche Orient, fut portée à présent par deux hommes très différents : Mark Sykes et François George-Picot. Sykes, né en 1879, était le seul et unique produit d'un mariage malheureux, qui fut tellement disloqué que son père annonça un jour par voie de presse qu'il ne s'acquitterait plus désormais des comptes de son épouse. Sykes, qui avait été baptisé catholique, fréquenta le *Beaumont College* jésuite et étudia au *Jesus College* de Cambridge, qu'il quitta sans aller jusqu'au diplôme de fin d'étude, pour engager un parcours militaire. Il obtint ensuite, en 1904, sur la base de ses bonnes relations, un poste de secrétaire d'état parlementaire dans le gouvernement d'Arthur James Balfour, lequel lui procura ensuite une position d'*attaché* [en français dans le texte, *ndt*] à l'ambassade britannique de Constantinople. De retour en Angleterre, après deux tentatives infructueuses, il fut élu en 1911 à la députation conservatrice du Parlement. Ce baronet, manifestement très plaisant, passait pour un caricaturiste et pantomime doué et fut le rédacteur d'une parodie du règlement britannique d'exercice militaire.

Dans les milieux gouvernementaux, Sykes fut dénommé, avec une moquerie bonne enfant « *Mad Mullah* » parce qu'il passait pour un expert du Moyen-Orient. Il ne méritait qu'en partie cette réputation. Ainsi ne parlait-il ni le turc, ni l'arabe, quoiqu'il éveillât volontiers l'impression de maîtriser les deux langues¹⁸. Quoi qu'il en soit il avait appris à connaître le Moyen-Orient dès son enfance, s'y était rendu à plusieurs reprises et il avait publié de nombreux ouvrages en tant que résultats de ses voyages dans lesquels il esquissait une image, aux couleurs riantes d'une région tombée bien bas à tout point de vue. Son dernier ouvrage et le plus influent « *The Caliphs' lest Heritage : a short History of the Turkish Empire* [*Le dernier héritage des califes : une brève histoire de l'empire turc*] » qui parut en 1915, porte dans son index de mots-clefs, la rubrique : « caractère arabe » : voir aussi « perfidie »¹⁹. On comprend aisément que ces jugements dans les milieux académiques furent plutôt « pris avec des pincettes » et Gertrud Bell, une authentique connaisseuse du monde arabe, trouvait Strikes purement et simplement « extrêmement amusant ». D'un autre côté, cet ouvrage était le seul et unique à l'époque à être actualisé et à présenter une recherche autonome historique sur l'empire ottoman en langue anglaise. Cela octroyait un poids excessif aux jugements, souvent superficiels et schématiques, de ce jeune gentilhomme²⁰.

¹⁶ Voir Andrew, p.88 et Fromkin, pp.176 et suiv.

¹⁷ Au sujet de ces événements voir Fromkin, pp.173 et suiv. ainsi que 182 et suiv.

¹⁸ Barr, p.8.

¹⁹ Barr, p.31.

²⁰ Au sujet de la présentation de la personnalité de Stykes, voir Barr, pp.8 et suiv. ; Andrew, pp.93 et suiv., Fromkin, pp.146 et suiv. et Anderson, pp.153 et suiv. Anderson en reflète un jugement foudroyant : « Il vient difficilement à l'esprit un autre

Son vis-à-vis était d'une tout autre trempe. Comme le remarqua un diplomate britannique, François Georges-Picot faisait l'effet d'un être humain qui « paraissait n'avoir jamais été jeune de sa vie »²¹. Il était né en 1870, comme fils du juriste et historien considéré, Georges Picot, pour lequel il ressentait une si grande fidélité qu'il en modifia son patronyme de Picot en « Georges-Picot ». Cet attachement viscéral marqua tout son cheminement de vie, car le père de Georges-Picot avait été membre du « *Comité de l'Afrique Française* », un comité qui œuvrait à l'agrandissement de l'empire colonial français en Afrique. Aux conséquences de cette politique, appartient la crise de Fachoda de l'année 1898 lors de laquelle les intérêts français et britanniques entrèrent en collision directe au Soudan. La retraite que son pays dut engager, eu égard aux troupes dépêchées par Kitchener, fut ressentie comme une lourde humiliation et eut pour suite d'irriter la vigilance vis-à-vis des Britanniques. Pour le jeune Georges-Picot la crise de Fachoda forma l'occasion d'abandonner la carrière juridique — il était déjà avocat à la haute Cour d'appel — et d'entrer au service diplomatique.

En tant que consul français à Beyrouth et aussi membre du *Comité de l'Asie française*, Georges-Picot se conquist une autre impression du Proche-Orient que celle de Sykes. Tandis que celui-ci ne percevait partout que des conditions moyenâgeuses, Georges-Picot entretint une correspondance suivie avec des Arabes jeunes et cultivés qui étaient actifs comme officiers, avocats ou journalistes et adhéraient à plus d'autonomie dans l'empire ottoman²². C'est en vain qu'il chercha à convaincre Paris de soutenir le mouvement d'indépendance arabe — autrement la Grande-Bretagne le ferait. Lorsque la guerre éclata, il espéra en vain aussi une invasion française du Liban. Pourtant, en août 1915, Georges-Picot fut envoyé à Londres, où l'ambassadeur Paul Cambon le chargea, en octobre, de mener les négociations sur la réorganisation du Proche-Orient. Avec une remarquable impudence il revint ensuite à Paris et y rédigea une instruction, non nommément signée de ses supérieurs, qui approuvait en le justifiant son choix et renfermait en outre l'ordre d'exiger la totalité de la région s'étendant de la frontière égyptienne jusqu'à Mossoul (aujourd'hui dans le Nord de l'Irak)²³.

Le Proche-Orient fut partagé

Lorsque le 23 novembre 1915, les négociations furent ouvertes, Georges-Picot ne vit pas Kitchener en face de lui, à son grand étonnement, mais une délégation de sept membres sous la direction du secrétaire d'état Arthur Nicolson, qui lui communiqua le contenu de l'instruction de Grey, celle donnée à McMahon le 20 octobre. Georges-Picot ne se laissa point ébranler et déclara le projet du chérif illusoire parce que les nombreuses tribus arabes ne s'uniraient jamais dans ce genre de grand tout. La Syrie était chère au cœur de la France, l'opinion publique française n'accepterait jamais un tel plan et aucun gouvernement ne pourrait l'approuver. Par ailleurs, la France avait porté la charge principale de la guerre durant cette dernière année sur le front ouest, tandis que la Grande-Bretagne s'était concentrée sur l'invasion de la presqu'île de Gallipoli [qui limite à l'Est les Dardanelles, *ndt*] laquelle avait échoué²⁴ et

personnage qui — sans avoir de méchanceté intentionnelle ni d'armée ou de pays à sa disposition — ait organisé plus de nuisances dévastatrices au 20^{ème} siècle que ce sympathique aristocrate jeune et brillant du Yorkshire. » (p.155).

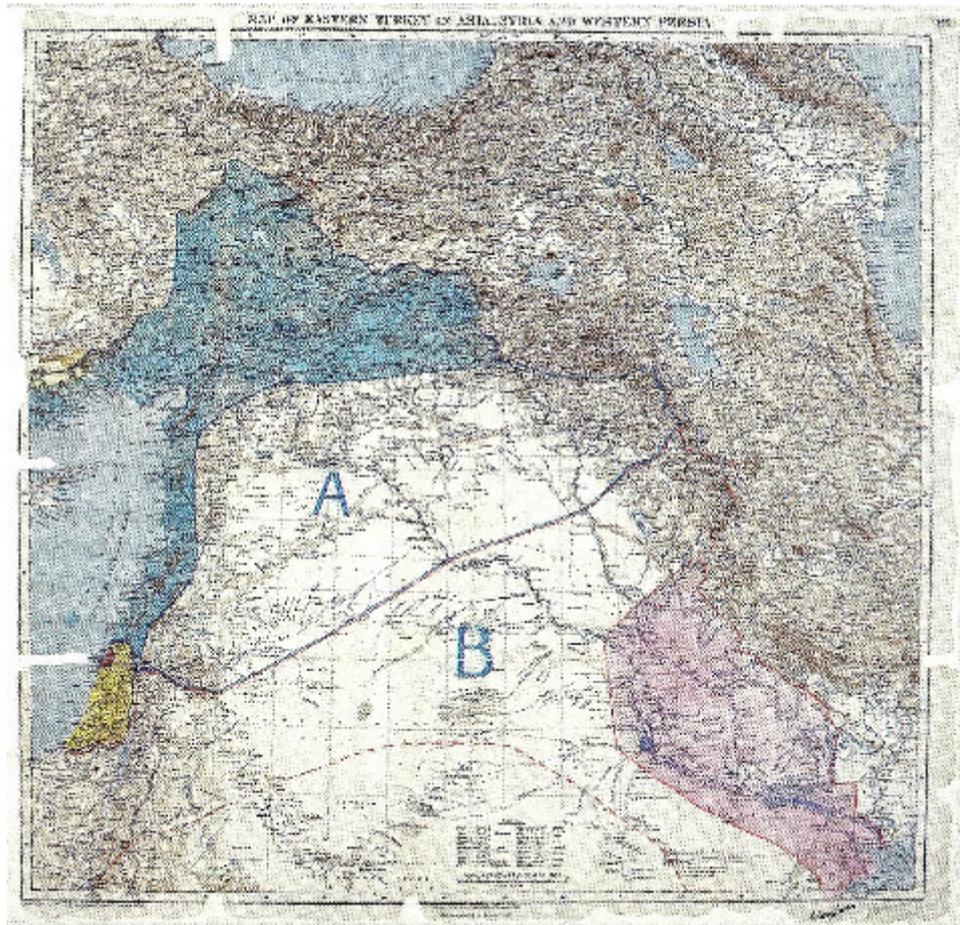
²¹ Barr, p.20.

²² Après l'éclatement de la guerre, Georges-Picot laissa sa correspondance derrière lui à Beyrouth où elle tomba entre les mains des Ottomans, lesquels là-dessus exécutèrent par pendaison ses personnes de contact en tant que traîtres. Voir Barr, pp.21 et suiv.

²³ Georges-Picot était sèchement d'avis après coup, que rédiger ses propres instructions était un bon moyen pour s'assurer qu'elles réussissent de manière satisfaisante. Elles furent sans aucune hésitation contresignées par le premier ministre Aristide Briand. Voir Barr, p.27 et Andrew, pp.89 et suiv.

²⁴ Cette invasion n'avait pas seulement échoué, il est vrai, en particulier parce que les Français avaient élevé une protestation, mais du fait que les troupes britanniques avaient débarqué en même temps près d'Alexandrette (l'actuelle Iskenderun) et avec cela au Nord de la Syrie. Voir Barr, pp.14 et suiv. Leurs craintes, que les Britanniques pussent s'y établir n'étaient pas injustifiées, puisque c'est exactement ce que Kitchener avait bel et bien planifié. Fromkin, pp.140 et suiv.

après la perte d'un tel nombre de vies humaines, un état arabe indépendant était hors de question. Étant donné que les Britanniques voulaient strictement éviter l'impression que la France dût casquer pour cela, alors que la Grande-Bretagne ne suivait que ses propres intérêts, ils jouèrent d'une traite leur arrangement avec Hussein en allant si loin que Georges-Picot commença à avoir l'impression que celui-ci était consciemment induit en erreur par les Britanniques²⁵. La persistance de Georges-Picot dans les revendications maximales formulées



par lui-même, était purement et simplement une tactique de négociation. En vérité les Français ne voulaient directement contrôler que la bande côtière syrienne et libanaise. Le premier ministre Aristide Briand s'était carrément alarmé de l'orientation dure prise dans la négociation et fit remarquer à Georges-Picot, en particulier qu'avec Jérusalem on ne pourrait rien commencer. Georges-Picot affirma pour cette raison, lors de la rencontre suivante, le 21 décembre, qu'il avait arraché à Briand la concession que la France renoncerait à Jérusalem. Mais pour cela, lui devait exiger, il est vrai, une extension de la zone d'influence française jusqu'à Mossoul. Les Britanniques ne se montrèrent pas en défaveur, mais exigèrent de leur côté le Liban en tant que partie d'un état arabe. Georges Picot refusa tout net²⁶. Avec cela l'heure de Mark Sykes sonna, lequel, quelques jours auparavant avait soumis au cabinet son plan de partage qui approchait vraiment les idées du négociateur français inflexible. L'après-midi du même jour encore, lui et Georges-Picot se rencontrèrent pour la première fois entre quatre yeux. Étant donné que Kitchener tenait pour souhaitable que la zone d'influence des Français s'étendît le plus loin possible vers l'Est, afin qu'elle pût servir de zone tampon contre la Russie, Sykes vint volontiers ici au devant de leur souhait²⁷. Cela se trouvait sans plus au nord de la ligne proposée par lui. La même chose valut pour le Liban. Seule la Palestine restait purement et simplement

²⁵ Barr, p.29.

²⁶ Non totalement à tort, les Français croyaient que seule une puissance se tenant en dehors pourrait empêcher que les différences religieuses de la région menassent à de violentes confrontations ; Voir Andrew, p.93.

²⁷ Par son secrétaire privé Kitchener se tenait constamment au courant du cours des négociations. Quant à savoir si Sykes reçut aussi des instructions de Kitchener, cela n'est pas éclairci. Plus tard, il se plaignit : je ne pus pas jamais me faire comprendre ; je n'ai jamais pu comprendre ce qu'il pensait et il ne comprenait jamais ce que je pensais. ». Voir Fromkin , p.190.

discutable : or si les Français ne la possédait certes pas, les Britanniques ne voulaient pas non plus la céder. Sykes poussa un gémissement sur les susceptibilités de cette « Sainte Jeanne de Fachoda » — comme il appelait Georges-Picot — derrière sa main levée en avant, mais trouva un compromis avec lui : Haïfa devait se trouver sous contrôle britannique, le reste sous un contrôle commun. Ainsi le 3 janvier 1916, après un temps de négociation remarquablement bref, de tout juste 14 jours, un accord fut rédigé, qui, pour l'essentiel, suivait le tracé arbitraire de frontière allant « du « e » de [Saint-Jean d']Acre au « k » de Kirkuk », qu'avait proposé Sykes, à cette remarquable session donnant tant à réfléchir²⁸.

Les zones d'influences situées au nord ou respectivement au sud de cette ligne étaient subdivisées en une bande régionale, dans laquelle la grande puissance concernée était libre d'exercer son plein contrôle et un domaine central devait être laissé à un état arabe plus ou moins indépendant. La France s'y réservait pour elle, dans la « zone bleue », le Liban, la côte syrienne ainsi qu'une partie de la Turquie orientale, alors que la Grande-Bretagne revendiquait, dans la « zone rouge », le sud de la Mésopotamie (Bagdad et Bassora) ainsi qu'Haïfa. Le domaine central ou s'inscrivent les deux lettres A et B, consiste largement en déserts. L'accord ne prend pas le moindre égard aux différences ethniques, linguistiques ou bien religieuses à l'intérieur de la population concernée, difficiles à concilier et certes même pas, en outre, aux attentes que McMahon avait éveillées par ailleurs chez le Chérif de La Mecque. Non sans raison, on se mit d'accord sur un strict secret concernant cette affaire. Le 16 mai 1916, l'accord Sykes-Picot — après un pourparler avec l'allié russe — fut signé par l'ambassadeur Paul Cambon et le ministre des affaires étrangères Edward Grey.

Ci-contre (page 7) **l'original de la carte réalisée pour l'accord Sykes-Picot**. Elle montre les zones françaises (en bleu) et anglaises (en rouge) respectivement et directement contrôlées ; la zone internationale (jaune) de Palestine et la zone intermédiaire centrale — subdivisée selon les influences française (**A**) et anglaise (**B**) — d'un état arabe « indépendant ». Cette zone centrale est actuellement en grande partie identique à l'actuel domaine d'influence de l'état islamique [daech, *ndf*]. La ligne droite qui délimite actuellement la Syrie actuelle de la Jordanie et de l'Irak, est restée jusqu'au jour d'aujourd'hui une trace visible de cet accord.

Un arrière-goût amer

Grâce à la tactique de négociation froide et insensible de George-Picot, les Français pouvaient se retrouver plus satisfaits du résultat que les Britanniques et ils s'étaient donc empressés de signer l'accord pour cette raison. Le président Raymond Poincaré — de par la Constitution seul véritablement compétent pour des traités avec d'autres états — remarqua avec causticité qu'il avait été complètement dépassé et que Briand laissait les autres ministres dans l'obscurité avec des « imprécisions qui ne manquaient pas de sel » sur les détails du traité²⁹. Un vieil ami de Mark Sykes nota sur la page en vis-à-vis : « Je crains que le cochon P[icot] ait sévèrement trompé M.S.. Je lui ai dit que j'y avais déjà pensé moi-même. [...] Voilà ce que c'est, quand on méprise l'ABC de la diplomatie et que des amateurs se laissent tenter par des négociations difficiles et importantes.³⁰ »

Les années qui s'ensuivirent furent marquées pour cette raison par les efforts de Britanniques afin de faire des croc-en-jambe à l'accord Sykes-Picot. Pour cela ils se servirent de deux peuples dont l'effort en direction d'une autonomie étatique devait déterminer largement plus fortement l'avenir du Proche Orient que les intérêts proprement coloniaux des grandes puissances européennes : l'Arabe et — le Juif.

Die Drei 3/2016.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Claudius Weise, né en 1971, étudia la germanistique, la philosophie et la comparatistique à l'Université Libre de Berlin. Ensuite activité de régisseur et dramaturge libre. De 2008 à 2014 collaborateur au *Forum Theater* de Stuttgart, enfin comme représentant de l'intendant. Depuis 2015 rédacteur principal responsable de la revue *Die Drei*.

²⁸ Voir Barr, pp.31 et suiv.

²⁹ Andrew, p.96.

³⁰ Fromkin, p.195.